

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant prorogation de la déclaration d'utilité publique
de la 3^e opération de restauration immobilière du centre ancien de Rennes

Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les concessions d'aménagement, signées les 15 février 2011 et 20 septembre 2016 entre la ville de Rennes et la Société publique Locale d'Aménagement (SPLA) Territoires Publics, dans le cadre de la réhabilitation du centre ancien de Rennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2017 déclarant d'utilité publique la 3^e opération de restauration immobilière du centre ancien de Rennes ;

Vu la délibération n° 2022-0014 du conseil municipal de Rennes, lors de sa séance du 17 janvier 2022, sollicitant la prorogation de l'arrêté préfectoral susvisé du 13 février 2017 ;

Considérant que le projet initial n'a pas été modifié de façon substantielle d'un point de vue financier, technique et environnemental ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le délai de validité de l'arrêté préfectoral du 13 février 2017 déclarant d'utilité publique la 3^e opération de restauration immobilière du centre ancien de Rennes par la ville de Rennes ou par son concessionnaire, la SPLA Territoires Publics, est prorogé pour une durée de cinq ans à compter du 13 février 2022.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté peuvent être contestées devant le tribunal administratif de Rennes par un recours contentieux formé dans le délai de deux mois à compter de la publicité par voie d'affichage dudit arrêté.

Elles peuvent également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux lequel, si ce recours est formé avant l'expiration du délai de recours contentieux, prolonge ce délai. La notification de la réponse à ce recours gracieux ouvre ainsi un nouveau délai de recours contentieux de deux mois devant la juridiction administrative. L'absence de réponse au recours gracieux, au terme d'un délai de deux mois à compter de sa réception, vaut rejet implicite de celui-ci.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie. L'accomplissement de cet affichage sera certifié par la maire de Rennes.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, la maire de Rennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes,

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Le 03/02/2022



Ludovic GUILLAUME